

print

## La France prépare des frappes militaires sur le sud de la Libye

De [Thomas Gaist](#)

Global Research, janvier 12, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-france-prepare-des-frappes-militaires-sur-le-sud-de-la-libye/5424329>

L'armée française prépare le lancement de frappes contre des cibles en Libye dans les trois prochains mois, selon un diplomate arabe resté anonyme qui s'est confié au journal de langue arabe basé à Londres, *Asharq Al-Awsat*.

« Je suis prêt à parier que cette intervention aura lieu dans les trois mois, » a dit cette source anonyme récemment.

Ce diplomate a dit nettement que « la question actuellement n'[était] plus de savoir si la France [allait] intervenir militairement en Libye, mais quand ».

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a donné des indications allant dans ce sens lors de sa visite la semaine dernière au Niger d'une nouvelle base militaire française près de la frontière entre le Libye et le Niger. Sans appeler ouvertement à la guerre, Le Drian a fortement suggéré que le gouvernement français et l'armée considéraient comme imminente, sous une forme ou sous une autre, une intervention en Libye.

« Nous pensons que le moment est venu de s'assurer que la communauté internationale s'attaque au problème libyen. Je pense que c'est aussi ce que pense le président Issoufou. » a dit Le Drian en faisant référence à sa rencontre récente avec le président du Niger, Mahamadou Issoufou.

Le président Issoufou a explicitement appelé à une intervention militaire des puissances occidentales en Libye, réitérant la position de plusieurs chefs d'Etat africains, que l'action militaire des grandes puissances était nécessaire pour contenir le chaos de plus en plus grand régnant dans le pays. «*[U]ne intervention internationale est indispensable comme préalable à la réconciliation de tous les Libyens* » a dit Issoufou.

Le représentant du régime à Tobruk Ashur Bou Rached s'est fait l'écho de ces exigences, en appelant à l'intervention des grandes puissances en soutien au gouvernement. « Nous appelons la communauté internationale à assumer ses responsabilités légales et morales et à armer, sans retard ni délai, l'armée libyenne pour qu'elle puisse accomplir sa mission nationale, » a dit Rached

Le Drian a lancé des avertissements sérieux ces dernières semaines quant au fait que la Libye était devenue une couveuse pour groupes extrémistes violents. La Libye était devenue « un sanctuaire pour les terroristes, » a-t-il dit dans un discours devant des troupes française stationnées à Niamey la capitale du Niger.

« *La Libye est dans le chaos aujourd'hui et c'est un terrain fertile pour les terroristes qui menacent la stabilité du Niger et, plus loin, de la France,* » a ajouté Le Drian.

A la fin du mois de décembre il avait insisté pour dire que la Libye était en voie de devenir un « foyer de terrorisme au cœur de la Méditerranée..» et que les puissances de l'OTAN ne devaient pas « rester passives ».

Des déclarations précédentes du ministre français de la Défense montraient clairement que les nouvelles incursions prévues en Libye du sud étaient une des

composantes d'un agenda néocolonial plus vaste que l'impérialisme français poursuit au niveau du continent. Le Drian a dit que des opérations contre-terroristes par les troupes françaises et des forces locales agissant par procuration seraient nécessaires à travers « une région qui s'étend de la Corne de l'Afrique à la Guinée-Bissau. »

L'invocation par Le Drian de menaces représentées par les groupes terroristes en Libye sont une inversion de la réalité. Pendant des décennies, les Etats-Unis et les gouvernements européens ont cultivé les groupes islamistes et autres extrémistes comme des alliés politiques et des forces paramilitaires par procuration.

Pendant ses machinations les plus récentes en Libye et en Syrie, le gouvernement américain a fourni directement des armes, de l'entraînement et de l'aide financière aux militants extrémistes liés à Al-Qaïda. Des groupes militants partout en Afrique, y compris les extrémistes soutenus par les Etats-Unis et l'OTAN pour renverser Kadhafi, ont reçu de l'aide financière de l'Arabie-Saoudite et du Qatar, ceux-ci étant alignés sur les Etats-Unis.

La force motrice derrière la vague de violence impérialiste qui traverse l'Afrique n'est pas la menace du terrorisme, mais les intérêts financiers et commerciaux des élites américaines et européennes qui s'efforcent par la guerre de développer leurs sphères de contrôle sur le continent et de contrecarrer l'influence économique grandissante de la Chine. L'assaut militaire imminent contre la Libye est seulement la phase la plus récente du projet impérialiste à long terme de réorganiser la politique africaine sur une base néocoloniale.

Mise à part l'aide apportée par les groupes extrémistes en Afrique dans le renversement de gouvernements, leur rôle principal est – comme au Moyen-Orient et en Asie du Sud – celui de servir de croque-mitaine et de couverture idéologique pour justifier « la guerre contre la terreur » des puissances impérialistes. Les mêmes forces sociales que les impérialistes avaient soutenues pendant l'assaut contre la Libye sont maintenant présentées comme la justification pour de nouvelles guerres et des occupations sans fin.

Un an à peine après que les brigades islamistes liées à Al-Qaïda avaient été armées pour renverser Kadhafi – provoquant une immense écoulement d'armes et un déferlement de milices vers les pays frontaliers de la Libye, au Sahel et en Afrique de l'Ouest – la France lançait une invasion à grande échelle du Mali, nommée Opération Serval.

En réponse prétendument à la capture de villes dans le nord de ce pays par des militants islamistes et des mercenaires touaregs en fuite après la chute de Kadhafi, l'Opération Serval se donnait pour objectif « la reconquête totale » du Mali, comme s'en est vanté Le Drian en 2013.

L'Opération Serval s'est avérée être le fer de lance de l'établissement d'une occupation française militaire permanente au Sahel sous couverture de l'opération Barkhane, qui a succédé à l'opération Serval.

L'Opération Barkhane, lancée officiellement le 9 août par des frappes aériennes sur des cibles dans la région d'Essakane au nord du Mali, donne une idée du véritable objectif derrière le battage à propos de nouvelles missions militaires préparées par les forces armées américaines et européennes contre la Libye et d'autres pays africains.

Le but affiché de Barkhane est de « régionaliser » les efforts militaires français au Sahel en établissant un réseau de bases et le déploiement permanent de troupes qui serviront de fondement à « des efforts pour renforcer la sécurité de la région », efforts devant être menés par des milliers de soldats français dispersés sur une

zone comprenant le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et la Mauritanie. Les zones désertiques du Sahel devant être occupées par les forces françaises, contiennent des ressources importantes d'uranium, déterminantes pour le fonctionnement du capitalisme français.

Le personnel de commandement de Barkhane sera stationné dans la capitale du Tchad, N'Djamena. Une nouvelle base aérienne pour fournir de la surveillance et du soutien aériens à la mission sera également ouverte dans cette ville. L'opération a installé un quartier général pour des unités des forces spéciales au Burkina Faso et un autre avant-poste à Gao, au Mali, tenu par au moins 1.000 soldats. Un autre avant-poste de renseignement à Niamey aura une garnison de 300 hommes et un certain nombre de bases plus petites seront tenues chacune par 30 à 50 soldats, selon le *National Interest*.

Des contingents d'avant-garde d'agents des renseignements des Etats-Unis et de l'Otan ont été déployés en Libye pour faire de la formation militaire et d'autres activités non précisées en mars 2014, selon la société privée d'intelligence Stratfor.

La cause spécifique des appels urgents et croissants pour une action militaire en Libye pourrait bien être la menace de nouvelles perturbations de la production de pétrole dans le pays comme conséquence de la lutte entre des gouvernements rivaux basés à Tripoli et à Tobruk.

La souveraineté sur le territoire libyen et ses ressources énergétiques est à présent contestée par deux semi-états plus ou moins intégrés, qui comprennent des éléments de formations militaires de l'ancien gouvernement et de groupes ethno-sectaires. Alors que le parlement de Tobruk, reconnu au niveau international, l'a été par les gouvernements de grands pays, Tripoli, la capitale de la nation, est contrôlé par des milices affiliées à l'Aube de la Libye, y compris des éléments du Groupe islamique combattant en Libye (GICL) et d'autres forces liées à Al-Qaïda. Les militants de l'Aube de la Libye ont établi leur gouvernement insurgent dans la capitale Tripoli après avoir saisi la ville en août 2014.

Le mois dernier des milices basées à Tripoli ont endommagé plusieurs installations pétrolières lors de tentatives de capturer les principales installations libyennes d'exportation de pétrole à Sidra et Ras Lanuf. Les combattants liés à l'Aube de la Libye ont mis le feu à au moins cinq réservoirs de stockage de pétrole au terminal pétrolier de Sidra, détruisant jusqu'à un milliard de dollars de pétrole.

Les forces aériennes contrôlées par l'Armée nationale libyenne (ANL) – qui auraient été équipées de nouveaux avions de guerre par la Russie – ont lancé des frappes répétées sur des installations pétrolières tenues par l'opposition basée à Tripoli pendant les dernières semaines. Des avions à réaction de l'ANL ont lancé des missiles contre le pétrolier grec ARAEVO, supposément après avoir prévenu le bateau de ne pas se mettre à quai au port de Derna, qui est contrôlé par des groupes de combattants islamistes qui sont nominalement affiliés à l'Etat islamique. Ceci fait partie des efforts de l'ANL d'empêcher du pétrole et d'autres denrées commerciales de transiter par les villes portuaires de Derna et Benghazi.

La guerre civile en Libye crée les conditions pour l'éruption de nouvelles guerres régionales. Comme conséquence de son soutien aux forces de l'Aube de la Libye, le gouvernement turc est effectivement en guerre contre le gouvernement de Tobruk à l'est de la Libye. Mercredi, la Turquie a lancé un avertissement à tous les citoyens turcs et aux avions de ligne pour qu'ils quittent la Libye, en réaction à des menaces du régime qu'il allait attaquer tout bateau et avion qui s'approcherait des zones sous son contrôle.

**Thomas Gaist**

Article original, [WSWS](#), paru le 10 janvier 2015

**These might interest you:**

No related posts.

Copyright © 2015 Global Research